

prolétariat représente la majorité écrasante de la population de l'Allemagne. Chez nous, tout au moins dans le premier stade, la question était décidée par Pétrograd et Moscou. En Allemagne, l'insurrection aurait eu du coup une dizaine de puissants foyers prolétariens. Si les dirigeants du P.C.A. avaient songé à cela, les forces armées de l'ennemi leur auraient paru bien moins imposantes que dans leurs évaluations statistiques démesurément enflées. En tout cas, il faut rejeter catégoriquement les évaluations tendancieuses que l'on a fait et que l'on continue de faire après l'échec d'octobre en Allemagne, afin de justifier la politique qui a amené cet échec. Notre exemple russe a, en l'occurrence, une importance exceptionnelle : deux semaines avant notre victoire sans effusion de sang à Pétrograd — victoire que nous pouvions remporter aussi bien deux semaines auparavant — des politiciens expérimentés du Parti voyaient se dresser contre nous une multitude d'ennemis : les junkers désirant et sachant se battre, les troupes de choc, les cosaques, une partie considérable de la garnison, l'artillerie disposée en éventail autour de Pétrograd, les troupes amenées du front. Or, en réalité, il n'y avait rien, absolument rien. Supposons maintenant pour un instant que les adversaires de l'insurrection aient eu le dessus dans le Parti et le Comité Central. La révolution alors eût été vouée à la ruine si Lénine n'en avait pas appelé au Parti contre le Comité Central, ce qu'il se disposait à faire et ce qu'il aurait certainement fait avec succès. Mais, tous les partis n'auront pas un Lénine à leur disposition quand ils seront en face de la même situation. Il n'est pas difficile de se représenter la façon dont on aurait écrit l'histoire si la tendance à se dérober à la bataille avait triomphé dans le Comité Central. Les historiens officiels, à n'en pas douter, auraient représenté la situation de façon à montrer que l'insurrection eût été une véritable folie en octobre 1917 ; ils auraient servi au lecteur des statistiques fantastiques sur le nombre des junkers, des cosaques, des détachements de choc, de l'artillerie « disposée en éventail » et des corps d'armée venant du front. Non vérifiées dans l'insurrection, ces forces eussent apparu beaucoup plus menaçantes qu'elles ne l'étaient en réalité. Voilà la leçon qu'il faut incruste profondément dans la conscience de chaque révolutionnaire.

La pression instante, continue, inlassable de Lénine sur le Comité Central pendant les mois de septembre et d'octobre était motivée par la crainte que nous ne laissions passer le moment. Bagatelle ! répondaient les droitiers, notre influence ne fera qu'augmenter. Qui avait raison ? Et que signifie laisser passer le moment ? Nous abordons ici la question où l'appréciation bolchevique active, stratégique des voies et des méthodes de la révolution se heurte le plus nettement à l'appréciation social-

démocrate, menchevique, imprégnée de fatalisme. Que signifie laisser passer le moment ? La situation est évidemment la plus favorable pour l'insurrection quand la corrélation des forces est le plus en notre faveur. Il s'agit ici, il va de soi, de la corrélation des forces dans le domaine de la conscience, c'est-à-dire de la superstructure politique, et non de la base que l'on peut considérer comme plus ou moins constante pour toute l'époque de la révolution. Sur une seule et même base économique, avec la même différenciation de classe de la société, la corrélation des forces varie en fonction de l'état d'esprit des masses prolétariennes, de l'effondrement de leurs illusions, de l'accumulation de leur expérience politique, de l'ébranlement de la confiance des classes et groupes intermédiaires dans le pouvoir étatique, et enfin de l'affaiblissement de la confiance que ce dernier a en lui-même. En temps de révolution ces processus s'effectuent rapidement. Tout l'art de la tactique consiste à saisir le moment où la combinaison des conditions nous est le plus favorable. L'insurrection de Kornilov avait définitivement préparé ces conditions. Les masses qui avaient perdu confiance dans les partis de la majorité soviétiste avaient vu de leurs propres yeux le danger de la contre-révolution. Elles considéraient que c'était maintenant au tour des bolcheviks de chercher une issue à la situation. Ni la désagrégation du pouvoir étatique ni l'afflux spontané de la confiance impatiente et exigeante des masses dans les bolcheviks ne pouvaient être de longue durée ; la crise devait se résoudre d'une façon ou de l'autre. Maintenant ou jamais ! répétait Lénine.

A cela, les droitiers répliquaient : « C'est une erreur historique profonde que de poser la question du passage du pouvoir aux mains du parti prolétarien sous cette forme : Ou tout de suite ou jamais. Non, le parti du prolétariat grandira, son programme deviendra de plus en plus clair pour des masses de plus en plus nombreuses... Ce n'est qu'en prenant l'initiative de l'insurrection dans les circonstances présentes qu'il pourrait interrompre le cours de ses succès... Nous mettons en garde contre cette politique funeste. » (*Sur le moment présent.*)

Cet optimisme fataliste exige une étude attentive. Il n'a rien de national, ni à plus forte raison d'individuel. Pas plus tard que l'année dernière, nous avons observé la même tendance en Allemagne. Au fond, c'est l'irrésolution et même l'incapacité d'action qui se dissimulent sous ce fatalisme expectatif, mais elles se masquent à la faveur d'un pronostic consolant : nous devenons soi-disant de plus en plus influents, notre force ne fera qu'augmenter avec le temps. Erreur grossière ! La force d'un parti révolutionnaire ne s'accroît que jusqu'à un certain moment, après quoi elle peut décliner : devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion et, pendant ce